Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire
Dimanche 27 mars 1988

Sommaire

Edith Cresson 1
Lionel Jospin 2
Edith Cresson 9

Edith Cresson

Mes chers camarades, c'est un grand honneur pour moi de présider cette Convention extraordinaire du Parti Socialiste.

François Mitterrand se présente en homme libre, libre de sa décision que nous avons espérée, mais qui a suscité un immense espoir bien au-delà de nos rangs et de nos frontières.

Je reviens d'un voyage au Maghreb, en Cote d'Ivoire et au Cameroun. Je peux vous dire que la France n'est plus aujourd'hui, après deux ans de gouvernement de la Droite, la France qu'elle a toujours été pour d'innombrables hommes et femmes épris de justice et de liberté. La France ne se ressemble plus.

François Mitterrand se présente au vote des Français à un moment qui est marqué de plusieurs signes historiques.

La nécessité de la construction européenne qui doit remettre en état de marche 330 millions d'hommes et de femmes, pôle d'équilibre dans un monde déchiré.

La nécessité de préparer et d'adapter par une formation adéquate tout au long de leur vie les jeunes et les moins jeunes confrontés au bouleversements de la technique et à l'émergence d'une concurrence internationale impitoyable.

La nécessité de motiver, d'encourager, de fortifier l'ardeur de tous, a imposé partout l'image de la France dans ses productions, ses inventions, ses recherches, sa création, mais aussi dans le message qu'elle ne cesse de délivrer au monde depuis les Lumières la Révolution, la Commune, la Résistance, et qui est un message de révolte devant l'oppression, d'intelligence devant l'obscurantisme, de liberté devant les abus du pouvoir.

La nécessité d'assurer à tous la justice aux Français et aux autres, à ceux que Le Pen insulte, à ceux que Pasqua menace, à ceux que Chirac désigne.

J'espère que la France n'a pas besoin de promesses clientélistes. Elle n'est pas un assemblage de clientèle. La France n'attend rien des rodomontades suivies de reculades.

La France ne peut pas continuer à vivre au rythme des opérations juridico-policières, montées de toutes pièces au mépris de la magistrature et des Droits de l'Homme.

La France attend de cette échéance électorale un nouveau départ.

Le Parti Socialiste soutient la candidature de François Mitterrand parce que nous nous reconnaissons en lui, nous reconnaissons en lui notre tradition humaniste,

Collection Jean Jaurès

notre combat permanent pour la justice et la liberté, parce que l'époque où nous nous trouvons requiert un Président qui sache relier notre passé et notre avenir, avec, comme ligne d'horizon la construction de l'Europe, parce que le Président est celui qui tient dans ses mains des pouvoirs considérables et d'une manière ultime, celui de riposter à l'agression.
Il faut, pour remplir cette fonction, un homme d'exception, par sa sagesse, son jugement et sa force de caractère.
François Mitterrand a cette stature de chef d'Etat et l'a prouvé. Il est et sera le garant du pays en n'en faisant pas un Etat donné en pâture à un Parti.
François Mitterrand, président, parce que pour lui, l'Etat a une mission : aider ceux qui souffrent, pratiquer la solidarité, être le garant de l'unité et de la vie démocratique.
Le 24 avril, nous serons aux côtés de François Mitterrand, et le 8 mai, nous fêterons, avec lui, la victoire.
(Vifs applaudissements)
Je donne la parole à Lionel Jospin, premier secrétaire.

Lionel Jospin
Chers amis, chers camarades, Président de la République, François Mitterrand est depuis mardi candidat devant le peuple au renouvellement de son mandat. La campagne électorale a pris désormais tout son sens : nous sommes entrés dans une nouvelle étape, celle de la ligne droite du premier tour.
Nous entendons la franchir en premier et loin devant les autres, afin d'aborder plus fort encore le deuxième tour de l'élection présidentielle.
L'objet de cette Convention extraordinaire d'aujourd'hui est simple et claire : apporter le soutien des Socialistes à la candidature de François Mitterrand à la Présidence de la République française.
(Applaudissements)
C'est ce que feront tout à l'heure les délégués de nos fédérations départementales par leur vote, et ainsi, ils donneront le départ à une nouvelle et formidable mobilisations des Socialistes dans le pays.
François Mitterrand demande au peuple Français de lui renouveler sa confiance mais là ne réside pas d'abord le sens de cette élection.
Avoir été Président de la République et être candidat n'est ni un handicap, ni un atout en soi : De Gaulle a été réélu, Giscard d'Estaing ne l'a pas été. Le problème est de savoir ce qu'on a fait du temps qui vous a été donné pour agir.
Mais il est plus encore dans cette élection qui est devant nous pour les Françaises et les Français de vouloir choisir l'homme qu'il faut pour le mandat qui vient et pas un homme dans l'absolu, mais un candidat face à d'autres candidats.
Il y a, dans cette élection, des candidatures de témoignage. Vous les connaissez.
Il y a des candidatures de premier tour, celle d'André Lajoinie, celle de Le Pen.
Et puis il y a trois hommes qui, théoriquement, peuvent gagner l'élection présidentielle : M. Chirac, M. Barre, mais l'un de ces deux disparaîtra au premier tour, et François Mitterrand.

Fondation Jean-Jaurès

En terme de droite et de gauche, il est possible que le choix soit moins tranché qu'en 1974 ou qu'en 1981. Non pas que la Droite et la Gauche aient disparu, non pas que nous nous sentions, nous, Socialistes, moins de gauche, non pas que la Droite en France soit aujourd'hui moins à droite, au contraire, mais les Français de 1988, pour un temps peut-être, croient moins aux idéologies. Leur confiance en des projets globaux, frontalement opposés, est moins forte. Ils sont plus réalistes mais aussi plus sceptiques. Ils ont moins d'illusions mais ils sont peut-être devenus plus lucides.

C'est pourquoi les motifs de leur choix dans l'élection seront peut-être plus complexes, plus mêlées qu'à l'ordinaire. Ils vont d'abord, à mon sens, choisir un homme pour diriger l'Etat dans une phase qu'ils savent délicate.

Ils vont ensuite, à travers lui, préférer une orientation, une façon d'aborder les problèmes de la France mais peut-être aussi de leur vie quotidienne.

La candidature de François Mitterrand est à l'évidence un aboutissement ; elle vient de ce qu'il est comme personnalité, de la place qu'il s'est conquise dans le personnel politique français : elle provient d'un septennat réussi, dans ses deux phases distinctes, grâce à elles et peut-être ou en dépit d'elles.

Elle naît de la confiance des Français, attestée aussi bien par les sondages que par les réactions de la rue, que par les conversations des gens, que par mille signes imperceptibles que nous sentons fleurir partout ; elle est liée, c'est vrai aussi, à la chance de la victoire dont nous avons su bientôt qu'elle était plus grande avec lui qu'avec aucun autre d'entre nous.

Elle s'appuie sur les enjeux de la période tels que les a esquissés François Mitterrand dans sa déclaration de candidature, la paix civile, la paix sociale, la capacité de la France à maîtriser son avenir économique, à répondre au défi de l'avenir en gardant une société suffisamment égale et harmonieuse.

Elle se nourrit aussi de l'expérience du pouvoir que François Mitterrand a assumé et que nous avons assumée avec lui, mûrie avec lui, assimilée par nous et en même temps repensée et revalorisée par les Français pendant ces deux ans de gouvernement de la Droite.

Elle est rendue possible enfin, cette candidature, et peut-être cette victoire, par la force du Parti Socialiste, socle indispensable pour le score du premier tour, garantie de soutien dans la campagne, assurance d'appui pour l'action après le 8 mai en cas de victoire.

Notre Parti a joué un rôle important dans le processus qui a conduit à la décision de François Mitterrand, et il l'a joué à mon sens de façon positive. Sorti changé, c'est vrai, mais pleinement lui-même, autonome et vivant, de la rude expérience que représente la situation de parti au pouvoir, de parti dominant, dans les institutions de la 5ème République, et vous savez que j'ai veillé à son indépendance à des moments décisifs, le Parti Socialiste a su retourner sans traumatisme dans l'opposition. Ni lui ni son groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale, au Sénat, aussi d'une certaine façon au Parlement européen, n'ont oublié les leçons du pouvoir.

Nous avons joué en même temps pleinement notre rôle d'opposant dans une phase de cohabitation qui impliquait une certaine intelligence de comportement.

Fondation Jean Jaurès

Dans notre dernier Congrès à Lille, dans le débat sur nos propositions, nous avons su à la veille même des élections laisser les discussions entre nous se mener librement et en même temps trouver le chemin de l'unité et de la mobilisation.
De la même manière ont été maîtrisées les candidatures à la candidature, celle de Jean-Pierre Chevènement, celle plus affirmée, plus développée sur le plan national de Michel Rocard qu aurait pu être notre candidat.
(Vifs applaudissements)
Ces candidatures se sont fait connaître, elles ont été acceptées, des pré-campagnes ont été menées, que le Parti a vécues en son sein ou à l'extérieur de lui sans réticence. Puis, le moment venu, les cheminements ont été interrompus, l'ont été librement, en conscience, en prenant la mesure de l'évolution politique. La qualité des démarches individuelles et la sagesse des comportements collectifs chez les Socialiste ont permis que le mouvement conduisant à la candidature de François Mitterrand se fasse dans l'ordre et sans blessure pour quiconque.
Dès la fin de l'été, je voudrais le dire ici devant les délégués rassemblés, j'ai commencé avec quelque s camarades de la direction, je pense notamment à André Laignel, à Henri Emmanuelli, aussi à un autre niveau à Daniel Vaillant, à Pierre Chatira, à préparer dans la discrétion indispensable ce qui devait l'être en terme de financement, en terme de communication, en terme de mise en place ou de préparation des grands meetings, qu'ils soient du Parti ou qu'ils soient maintenant du candidat.
Je l'ai fait, croyez-le bien, avec le souci, quel qu'ait été notre candidat, et en prenant pour cela les contacts nécessaires, que le Parti Socialiste soit prêt à temps pour la campagne, et ce cours souterrain des choses gardé secret, qui s'est fait comme il fallait le faire, explique peut-être aussi la qualité du travail d'aujourd'hui.
C'est pourquoi je voulais l'évoquer devant vous.
Et puis les choses sont devenues plus collectives, le travail a concerné toute la direction, l'équipe de campagne s'est mise en place, les matériels ont été préparés, puis diffusés, les argumentaires fournis, grâce au travail du Secrétariat aux études de Dominique Strauss-Kahn et aussi grâce au travail précieux du groupe à l'Assemblée Nationale.
Les grands rassemblements régionaux se sont tenus et se déroulent encore, puisque le dernier se tiendra la semaine prochaine à Bordeaux, animé par moi et par d'autres dirigeants du Parti Socialiste.
Ce Parti Socialiste sans candidat a imposé aux candidats déclarés, malgré la puissance de leurs moyens, sa présence et sa force dans la campagne: Ce ne fut pas une mince prouesse que de le faire, elle a été accomplie grâce à vous tous. Vous pouvez en être fiers et en tous cas, moi, je vous en remercie !
(Applaudissements)
Maintenant Mitterrand est candidat. Nous passons à une autre phase. La campagne change de nature, de forme et de rythme.
Certains ont été surpris, parait-il, de la force, de la détermination de la

déclaration de candidature de François Mitterrand, et moi, c'est la surprise qui me surprend. Toute campagne, même électorale, même tamisée ou affinée par la démocratie qui est notre privilège, est un combat, et François Mitterrand est un combattant autant qu'un constructeur.
Il sait que celui qui renonce à dire la vérité, celui qui n'ose pas s'affirmer et s'opposer, comme le fait Raymond Barre, ou qui ne songe qu'à déstabiliser ou à détruire, comme s'y emploie Jacques Chirac, n'a pas de vraie chance.
Il est normal quand un président parle au peuple dans un moment décisif, qu'il lui dise le fond de sa pensée, ses espoirs, ses projets, mais aussi ses craintes, surtout quand les enjeux sont décisifs, surtout quand il dit tout haut ce que tant d'autres pensent tout bas.
Ainsi a-t-il, contrairement à ce que croyaient nos adversaires et certains observateurs, touché juste, marqué son entrée et frappé l'opinion.
C'est vrai, c'est vrai qu'une certaine conception de la démocratie, garante à terme de la paix civile, est en jeu dans cette élection. Il y a la volonté délibérée d'un candidat, Jacques Chirac, et d'un clan autour de lui, de la plupart des dirigeants du RPR, de confisquer à leur profit les pouvoirs de la République et les ressorts de l'argent. La machine est en marche, sous nos yeux, et nous ne sommes pas les seuls à le dire. Le Parti Communiste le dit, beaucoup à l'UDF le murmurent, et parfois le proclament. Barre le dit, même s'il le dit trop faiblement, plus en privé qu'en public. Et les Français eux-mêmes le sentent.
Le président de la République sortant, au faîte du pouvoir politique, à qui sont soumis sans qu'il puisse toujours d'ailleurs, selon les règles de la Constitution, s'y opposer, les nominations, est mieux placé que quiconque pour avoir vu dans ces deux ans ce processus à l'œuvre, sous lui. Et il l'a dit clairement, cette systématique de prise en main du pouvoir, de tous les pouvoirs disponibles dans l'administration, dans la presse, dans les médias, dans la publicité, dans l'édition, dans les directions d'entreprises publiques, privatisées, dans la justice, passe par la défaite de Jacques Chirac à l'élection présidentielle.
(Applaudissements)
Il y a la méconnaissance par l'autre candidat de droite, Raymond Barre, du rôle des forces politiques dans nos institutions, et sa sous-estimation du dialogue social indispensable pour la France, en cette période de difficultés et d'incertitudes.
Certes, vous me direz que Raymond Barre ferait cruellement l'expérience aujourd'hui, dans la campagne, du danger qu'il y a à négliger, voire à mépriser les partis politiques, surtout au sein de son propre camp.
Mais sa situation actuelle, le manque d'appui qui est le sien, le condamneraient forcément à l'isolement et au pouvoir personnel en cas d'élection à la présidence.
Enfin, il y a la nécessite, pour chacun des deux candidats de droite, de composer au deuxième tour avec l'extrême droite autoritaire et raciste. Ils sont déjà, nous le savons, localement associés avec elle. Ils n'ont aucune chance de gagner l'élection présidentielle sans elle. Aucun des deux, donc, n'hésitera à établir au second tour les contacts nécessaires à forcer des ralliements individuels souhaitables.

Ce n'est en rien, il faut que les Français s'en convainquent, un fait banal, que quarante-trois ans après la Libération, on voie l'extrême droite, à dix pour cent, poser ses conditions au RPR et à l'UDF, on voie tant de leaders de ces deux partis travailler sur les mêmes thèmes qu'elle, que l'on voie s'échanger les députés, que l'on voie les réflexions conduites dans les mêmes clubs de pensée, et les hommes s'avancer les uns vers les autres sur des passerelles politiques commodes.

Oui, il y a des questions qui concernent en France la paix civile, l'histoire nous l'a appris. Nous nous battrons sur ces questions pour obliger les candidats conservateurs à la clarté et réduire progressivement dans ce pays la force de l'extrême-Droite. Nous le ferons pour l'élection présidentielle et nous le ferons après l'élection présidentielle.

(Applaudissements)

Oui, c'est juste, il y a interrogation pour la paix sociale, pour les uns à droite, nous serions désireux de ranimer je ne sais quelle guerre des classes. Pour d'autres, au Parti Communiste, nous souhaiterions, au contraire, nier la réalité des luttes sociales. Voilà bien une double et symétrique caricature.

Nous pensons en réalité - et c'était le sens de l'intervention de François Mitterrand - qu'il est dangereux pour notre pays de laisser pourrir les conflits sociaux, de refuser le dialogue avec les syndicats, de multiplier les licenciements de délégués d'entreprises, de bloquer les salaires et les retraites tout en laissant flamber les loyers et les profits, de multiplier les emplois précaires, de mettre les travailleurs plus âgés au chômage pour embaucher des jeunes sur des emplois sous-payés et provisoires, d'accueillir les mouvements étudiants la matraque levée, de préconiser l'introduction des assurances privées dans le système de protection sociale, de démanteler notre système de droit social, de discriminer de plus en plus les individus et les groupes en fonction de leurs ressources, de réduire les services publics, d'accroître les inégalités.

Oui ! Poussée plus loin, durcie ou systématisée derrière l'élection présidentielle, une telle politique menacerait la paix sociale en France et, en tout cas, remettrait en cause le modèle de société que nous avons hérité de l'esprit de la Résistance et qui avait prévalu jusqu'ici.

Jugerait-on que cela ne mérite pas que les Français soient alertés ? Jugerait-on que cela ne mérite pas que nous menions combat pour arrêter les deux candidats de droite qui ont cette politique à la bouche et à la tête ?

(Applaudissements)

Il est clair aussi - et c'est pourquoi le Président a insisté sur ces thèmes - que les enjeux du futur exigent la mobilisation de tous, le partage des efforts, une volonté de préparer l'avenir, y compris en renonçant à certaines facilités du présent.

Seul un homme d'Etat peut appeler les Français à cet effort.

Mais en même temps, pour que la France soit plus compétitive, pour que l'éducation, la recherche, l'investissement servent l'emploi, la France doit être r assemblée.

L'entrée dans le grand marché européen de 1992 ne doit pas être subie par une

Fondation Jean Jaurès

société éclatée, mais conquise et voulue par une collectivité soudée par un projet, tournée vers l'effort, certes, mais rassurée par une volonté de ses responsables d'agir contre les inégalités, de ne laisser personne - comme je l'avais déjà dit à Lille - en chemin.
Raymond Barre, trop seul, coupé du peuple, Jacques Chirac, trop dépendant des siens, trop versatile, trop avide, trop lié aux puissances d'argent, ne sont pas, je crois, à la hauteur de ces enjeux.
La France sait qu'elle va connaître une phase de transition avant de déboucher sur un nouvel équilibre. Il se trouve que notre Constitution, que l'histoire récente, donnent en cette affaire une responsabilité essentielle au Président de la République. Je suis convaincu que les Français préféreront confier, pour le mandat qui vient - qu'il soit de sept ans ou qu'il soit de cinq ans - la fonction de Président de la République à François Mitterrand.
La campagne de celui-ci commence à se développer, forte, sereine, simple et familière, comme il en fut à l'émission d'Europe n° 1, grande en même temps dans les questions qu'elle pose.
Le rôle du Parti Socialiste dans cette campagne ne va pas se réduire. Il va devenir différent. Nous serons, nous le savons bien, la force politique décisive, mais nous sommes heureux, en même temps, que se retrouvent derrière François Mitterrand d'autres courants ou d'autres sensibilités politiques, Radicaux de gauche, Communistes, Gaullistes de gauche, Ecologistes, progressistes ou républicains. Nous serons, nous le savons, le seul parti organisé. Mais en même temps, des millions d'hommes et de femmes, sans appartenance déclarée, vont vouloir, d'une façon ou d'une autre, s'exprimer, dire leur soutien, se mettre en mouvement derrière François Mitterrand. Nous devons donc aider à ce rassemblement et non l'enfermer par notre action propre. Chacun ici le comprend. D'ailleurs, nous-mêmes, par notre action, par notre style de campagne, par nos propositions, nous visons à rassembler.
Une équipe du candidat, légère et souple, vous le savez, s'est mise en place autour de Pierre Bérégovoy. La collaboration entre cette équipe et l'équipe de campagne du Parti, qui poursuit sa tâche, s'est établie immédiatement dans l'amitié et la confiance, au niveau politique comme à celui de l'application des décisions et de l'organisation.
L'équipe du candidat anime et conduit, sous l'autorité de François Mitterrand, sous la direction de Pierre Bérégovoy, l'ensemble de la campagne de François Mitterrand, comme celui-ci l'a souhaité, de façon large et ouverte.
Pour ce qui concerne l'action du Parti - et je m'adresse ici à ses responsables et à ses délégués - nous avons décidé d'une règle simple que je veux indiquer ici.
Tout ce qui concerne la participation directe du Parti Socialiste, de ses fédérations, de ses adhérents, à la campagne, relève naturellement des décisions de ses instances nationales normales, premier secrétaire, Bureau exécutif, équipe de campagne, Secrétariat national, et notamment dans l'action concrète de ses Secrétariats aux fédérations, à la communication et à la trésorerie. Ainsi aurons-nous un dispositif ordonné et un centre d'impulsion et d'exécution clair.
Naturellement, notre part à la campagne ne saurait se réduire à des dispositifs

organisationnels.
La diffusion massive de nos propositions, mais surtout maintenant, et de plus en plus, celle des grandes orientations et des propositions précises présentées par François Mitterrand dans sa campagne, la multiplication des réunions publiques dans les départements comme dans chaque canton, notre mobilisation massive pour les grands rassemblements tenus par le Président, les lettres de nos élus à leurs électeurs, la présence sur les marchés - et j'y insiste, compte tenu de ce que disent certains sondages du score du Parti Communiste - et notre présence dans les entreprises au jour le jour, le porte à porte auprès de la population, l'esprit d'ouverture, la capacité d'écoute, la volonté de convaincre, l'enthousiasme manifesté à travers tout le pays par nous tous et par tous ceux qui se reconnaissent en nous, voilà qui sera essentiel désormais pour accompagner François Mitterrand dans sa marche en avant.
(Applaudissements
Nous représentons une très grande force dans le pays. Elle est librement, dans la confiance partagée, mise au service du candidat François Mitterrand. Pour gagner l'élection présidentielle, on ne peut se passer d'un grand mouvement populaire.
Raymond Barre l'éprouve. On ne peut non plus se confondre trop étroitement avec lui, Jacques Chirac en fait la preuve.
Le Parti Socialiste sait qu'il sera le socle de la majorité présidentielle sur le terrain dans les débats d'idées, auprès de la population. Nous serons les premiers soutiens de François Mitterrand et le moment venu, avec nos élus nationaux, nous répondrons à son appel.
Celui-ci a clairement répondu aux questions concernant son action au lendemain de son éventuelle réélection. Il appellera très vite un Premier Ministre pour former le gouvernement. Celui-ci se tournera, comme il est normal, vers les pouvoirs législatifs, et si l'Assemblée ne le soutient pas, le peuple, alors, sera amené à trancher après une dissolution.
Force de propositions et d'actions, trempés par l'expérience du pouvoir, nous sommes prêts à conduire une majorité de progrès rassemblée autour de nous. Pour que cela soit possible, il faut naturellement d'abord gagner l'élection présidentielle.
François Mitterrand, tout le montre, peut réunir une majorité de Françaises et de Français sur son nom pour présider à nouveau aux destinées du pays. Il va rassembler et unir, au-delà des Socialistes, non seulement la Gauche, mais des hommes et des femmes qui veulent le progrès pour leur pays, dans l'harmonie et dans l'ordre.
Nous sommes fiers d'être sa famille d'origine et ses premiers soutiens, c'est pourquoi, à partir du vote qui aura lieu dans quelques instants, nous allons participer de toutes nos forces, au formidable mouvement d'opinion qui permettra à François Mitterrand d'obtenir un grand succès le 24 avril et la victoire le 8 mai pour nos idées, pour les Françaises et les Français, pour la France.
(Très vifs applaudissements).

Chers amis, je voudrais maintenant vous lire le message que m'a adressé, à votre intention, François Mitterrand.
"Chers amis, une fois de plus nous voici engagés ensemble dans un combat difficile pour le triomphe des valeurs qui sont depuis longtemps notre patrimoine commun.
Aujourd'hui, nous voulons parachever la construction de l'Europe, assurer la cohésion sociale de la nation qui repose sur la solidarité et la lutte contre l'inégalité, porter plus loin encore le rayonnement de la France dans le monde.
Votre soutien, fidèle, votre amitié sont pour moi une aide précieuse. Soyez sûrs de vos convictions, fermes pour les défendre, ouverts à tous pour qu'elles soient entendues.
Ainsi réunirons-nous, autour de nous, le rassemblement de l'espoir.
Bon courage à vous tous"
François Mitterrand.
(Très vifs applaudissements prolongés)

Edith Cresson
Chers amis, je demande aux délégués des fédérations à la Convention nationale extraordinaire, d'apporter leur soutien à la candidature de François Mitterrand.
Je leur demande de manifester ce soutien par un vote à main levée.
Que ceux qui sont d'accord lèvent la main avec leurs cartons rouges.
…..
(Très vifs applaudissements)
Je vous remercie.

Coll. Fondation Jean-Jaurès